



**ARRETE MUNICIPAL N°2024.09.20**  
**PORTANT AUTORISATION D'OCCUPER LE DOMAINE PUBLIC COMMUNAL**  
**POUR L'ORGANISATION D'UNE MANIFESTATION**

**Le Maire de la Commune de LEVIGNACQ,**

**Vu** le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 2212.1, L. 2212-2, L. 2214-4, L. 2122-28 et L. 2542-8,

**Vu** le code général de la propriété des personnes publiques, et notamment ses articles L.2122-1 et L.2125-1,

**Considérant** que la Commune organise le dimanche 22 septembre la journée européenne du Patrimoine,

**Considérant** la demande de Monsieur Alain CASTEX, restaurateur et traiteur, gestionnaire de l'épicerie La Renaissance, de pouvoir installer devant l'épicerie une terrasse avec des mange-debout ou tables pour servir, durant toute la durée de cette manifestation, des apéritifs dînatoires,

**ARRÊTE**

**Article 1 :** Monsieur Alain CASTEX est autorisé à installer une terrasse devant l'épicerie La Renaissance, située 110 place de l'Eglise, à l'occasion des manifestations organisées par la commune de LEVIGNACQ le dimanche 22 septembre 2024.

**Article 2 :** En cas d'intempéries, Monsieur Alain CASTEX est autorisé à monter des chapiteaux pliants devant l'épicerie La Renaissance.

**Article 3 :** La présente autorisation est accordée du dimanche 22 septembre 2024 à 10 heures au lundi 23 septembre 2024 à 2 heures du matin. Elle est accordée à titre précaire et est révoquée à tout moment, en cas de non-respect par le permissionnaire des obligations mentionnés dans le présent arrêté ou pour toute autre raison d'intérêt général.

**Article 4 :** Dans le cadre de cette occupation, le permissionnaire s'engage à mettre tout en œuvre afin de ne pas troubler la tranquillité publique.

**Article 5 :** Le permissionnaire veillera à conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toute la durée de l'occupation.

En cas de dégradation ou de salissure, la commune de LEVIGNACQ fera procéder aux travaux de remise en état des lieux aux frais exclusifs du permissionnaire.



**Article 6 :** La brigade de gendarmerie compétente est chargée de l'exécution du présent arrêté et sera destinataire d'une ampliation. Le présent arrêté devra être présenté par le permissionnaire sur leur demande.

**Article 7 :** Monsieur le Maire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé :

- à Madame la Préfète des Landes pour légalisation,
- au permissionnaire pour attribution,
- à Monsieur le Commandant de la Communauté de Brigades de Gendarmerie à CASTETS.

Lévignacq le  
Le Maire,

18 SEP. 2024



CAULÉ Jean-Claude

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans le délai de **deux mois** à compter de son envoi en Préfecture, d'un recours :

- **gracieux** auprès de Madame la Préfète des Landes ;
- **hiérarchique** auprès du ministre de l'intérieur, direction des libertés publiques et des affaires juridiques, Place Beauveau, 75800 PARIS CEDEX 08 ;
- **contentieux** devant le tribunal administratif de PAU, Villa Nolibois, Cours Lyautey, BP 543, 64010 PAU CEDEX.